



Arcat est une association

Loi de 1901.

Siège social :

94-102, rue de Buzenval,

75020 Paris.

Téléphone : 01 44 93 29 29.

Fax : 01 44 93 29 30.

Délégation générale du Groupe SOS :

379, avenue du Président-Wilson,

93210 La Plaine-Saint-Denis.

Téléphone : 01 55 87 55 55.

Fax : 01 87 55 55 35.

Le Groupe SOS se compose

de cinq associations :

SOS Drogue International,

SOS Habitat et Soins,

SOS Insertion et Alternatives,

Arcat, JCLT.

Il rassemble aujourd'hui près

de 1500 salariés et 100 centres

sanitaires et sociaux

et structures d'insertion.

[www.groupe-sos.org](http://www.groupe-sos.org)

# bip



© Standem Favert Photo

## « Pourquoi avons-nous échoué à traduire les progrès scientifiques en actes dans les régions les plus pauvres du globe ? »

Le 13 juillet dernier s'ouvrait à Paris la seconde Conférence internationale sur « la pathogénèse et le traitement de l'infection par le VIH » de l'International AIDS Society (IAS) (1), accueillant plus de 5000 chercheurs, cliniciens et représentants du monde associatif venus de 120 pays du monde. Cette rencontre scientifique – qui aura permis de faire le point sur la recherche, sans pour autant être le lieu de révélations aux conséquences majeures – va très vite prendre une coloration politique centrée sur un défi d'envergure : l'accès aux traitements des pays en voie de développement.

Il faut dire que dans le même temps, à deux pas de ce congrès, se réunissaient les donateurs du Fonds mondial contre le sida, le paludisme et la tuberculose. Depuis la création du Fonds par les Nations unies, il y a tout juste deux ans, ce sont quelque 1,6 milliard de dollars de subventions qui ont été accordées, permettant de financer 150 programmes dans 93 pays (dont 60 % en Afrique). Le sida a représenté 65 % des subventions à lui seul, devant le paludisme (17 %) et la tuberculose (14 %). Très bien, seulement si les congressistes ont vivement interpellé les décideurs politiques, c'est parce qu'un rapport de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) évalué à 10 milliards de dollars par an les sommes nécessaires à la seule lutte contre le sida. Et même si Romano Prodi, président de la Commission européenne, et Jacques Chirac se sont engagés à faire porter la contribution annuelle européenne à 1 milliard d'euros par an à partir de 2004, le compte n'y est toujours pas. Nelson Mandela, devenu une figure charismatique de la lutte contre

le sida et l'avocat des pays en voie de développement, ne s'est pas trompé en appelant notamment les pays riches à faire beaucoup plus dans ce domaine. « Pourquoi avons-nous échoué à traduire les progrès scientifiques en actes dans les régions les plus pauvres du globe ? », a-t-il interrogé lors de la Conférence. Dans l'attente de cette hypothétique générosité internationale, rappelons que l'écrasante majorité des malades de la planète n'a toujours pas accès aux traitements, tandis que l'infection se propage au rythme effrayant de plus de 14000 nouveaux cas par jour.

(1) Pour en savoir plus sur le congrès de l'IAS, consultez le dossier spécial inclus dans Le Journal de la Démocratie sanitaire n° 159-160 ([www.arcate-sante.org](http://www.arcate-sante.org)).

**Yan Fournet**  
Responsable des actions  
en entreprise Arcat  
Tél. : 01 44 93 29 21.

# bip

Sommaire

**Dans mon entreprise** page 2

Association Sida-Entreprises :  
les multinationales aussi militent contre le sida

**Comment ça marche ?** page 3

Utopies

**Deux questions pour mieux comprendre** page 4

De la médecine du travail à la santé au travail

**Arcat à l'affiche** page 4

10<sup>e</sup> braderie d'Arcat, du 31 octobre au 2 novembre  
Le secteur « Actions en entreprise »  
se décline sur Internet  
Arcat organise une formation sur l'hépatite C

## Association Sida-Entreprises

# Les multinationales aussi militent contre le sida

Les multinationales peuvent-elles devenir des activistes de la lutte contre le sida ? Oui, semblent répondre Total, Pechiney, Accor, et dix autres entreprises, pour la plupart françaises, bien implantées en Afrique. Ces mastodontes économiques viennent en effet de concevoir l'association Sida-Entreprises, autour de trois objectifs militants. Tout d'abord, Air France et consorts entendent mobiliser les entreprises françaises « pour promouvoir des activités de lutte contre le sida dans leurs filiales, les échanges d'expériences, la mise en commun d'expertises et de moyens ». Et pour affûter cette mobilisation, la nouvelle association s'appuiera notamment sur un site Internet, une base de donnée, et un partage régulier des informations. Mais Sida-Entreprises entend aussi aider « à la mise en œuvre opérationnelle d'activités de lutte contre le sida » : elle apportera ainsi son « accompagnement personnalisé » aux entreprises désireuses de combattre le VIH au sein de leur propre société. Enfin l'association se fera « l'interface entre les entreprises et les institutions ou organismes nationaux et internationaux impliqués dans la lutte contre le sida ». Pour agir où ? En Afrique, dans un premier temps.

Pour l'heure, certes, beaucoup reste à faire. Avec une seule salariée et des cotisations de 6000 euros par entreprise adhérente, la nouvelle association devra se trouver des partenaires pour financer ses actions. Parmi les treize multinationales associées, seul Pechiney peut aujourd'hui partager une expérience déjà aboutie de lutte contre le sida.

### La création de l'association Sida-Entreprises marque une nouvelle étape dans l'engagement de grands groupes contre le sida en Afrique.

Le producteur d'aluminium s'est en effet attaqué au VIH dès les années 1990 au sein de sa filiale Alucam, à Edéa, au Cameroun. Face à la multiplication des cas de sida parmi ses employés, l'entreprise a commencé par informer sur le VIH, et à prendre en charge le traitement des maladies opportunistes. Puis en juin 2000, Alucam lance l'étude « Tricam » (TRithérapies CAMEroun) : l'entreprise se résout à délivrer gratuitement des médicaments antirétroviraux à ses employés malades – ainsi qu'à leur famille – dans un centre médical voisin de l'usine ; le dépistage est encouragé et les préservatifs disponibles gratuitement. Résultat : pendant les 18 premiers mois du

programme, 26 patients ont pu être traités par antirétroviraux. Chez Alucam, les salariés traités ont pu continuer à mener leur vie habituelle, en s'épargnant des maladies opportunistes. Quant à l'entreprise, elle a obtenu une baisse sensible de l'absentéisme ; et ces trithérapies ne lui ont coûté qu'un euro par personne et par jour – contre près de 25 €, en moyenne, pour le traitement des maladies opportunistes... A Sida-Entreprises, d'autres sociétés veulent s'inspirer de cette expérience. Par exemple, CFAO, distributeur automobile et pharmaceutique implanté en Afrique, a lancé un programme « CFAO solidarité santé sida », et met déjà en place des actions de prévention du sida auprès

de son personnel, du Sénégal jusqu'à la Tanzanie. Elle devrait assumer la prise en charge du dépistage et des traitements antirétroviraux pour ses salariés – en leur demandant une participation symbolique. Pour résoudre les problèmes de confidentialité que peut poser la médecine du travail, CFAO ou Pechiney délivrent les traitements dans des centres de soins extérieurs.

Les autres membres de Sida-Entreprises préparent aussi leurs propres programmes de lutte contre le sida. Comment expliquer ce nouveau militantisme patronal ? Dans certains pays africains, sur trois adultes en âge de travailler, un est touché par le VIH. Ce drame humain représente un coût pour les entreprises : baisse de la productivité, absentéisme, décès de personnes qualifiées, etc. Les investisseurs ont aujourd'hui tout intérêt à enrayer cette catastrophe. Particulièrement les grands groupes, qui prennent en charge les frais de santé de leurs salariés : l'expérience Tricam démontre que les trithérapies sont bien moins onéreuses que les traitements des maladies opportunistes. Un autre argument peut enfin les convaincre : dans les pays les plus pauvres, les pouvoirs publics ne peuvent affronter seuls l'épidémie. Il leur manque des impôts, des ressources budgétaires, des médecins, des hôpitaux – quand ce n'est pas la volonté même. Alors, en Afrique, les multinationales ont aussi à s'occuper de santé publique.



### Lancement de Sida-Entreprises le 28 mai 2003

De gauche à droite : Dr Jean-Baptiste Guiard-Schmid ; Pr Willy Rozenbaum, président du comité scientifique de Sida-Entreprises ; Pierre-André Wiltzer, ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie ; Gérard Pélisson, président du CIAN et co-président du Conseil de surveillance du groupe Accor ; Alain Viry, président de Sida-Entreprises et président-directeur général de CFAO (groupe Pinault-Printemps-Redoute) ; Anthony Bouthelier, vice-président de Sida-Entreprises et Secrétaire général du CIAN ; Thérèse Lethu, secrétaire générale de Sida-Entreprises.

Olivier Bonnin

(1) E-mail :

sidaentreprises@aol.com



## NOS REFERENCES

Nous remercions les établissements suivants qui tous ont fait confiance à Arcat pour développer des actions de prévention et sensibilisation en leur sein :

**Commercial union France,**  
**J.-C. Decaux,**  
**Direction des constructions aéronautiques,**  
**Direction générale des douanes et droits indirects,**  
**Direction générale des impôts, EDF/GDF Paris Ile-de-France,**  
**GAN Eurocourtage,**  
**Hachette Filipacchi presse, mairie de Brunoy (91800),**  
**mairie de Sevran (93270),**  
**Monoprix S. A.,**  
**La Poste Paris,**  
**Préfecture de police de Paris,**  
**Régie Renault**  
**Direction études et recherche,**  
**Maison de retraite Rothschild, SCOR,**  
**SERVAIR II,**  
**SNCF Gare du Nord,**  
**Tour GAN La Défense,**  
**Walt-Disney feature animation,**  
**Zurich Assurances.**

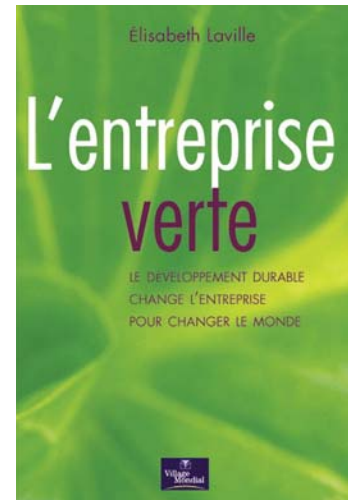
# Utopies

**« La responsabilité sociale et environnementale n'est pas un luxe réservé aux entreprises prospères, mais le secret de leur réussite. »**

**Créée en 1993, Utopies est désormais reconnue comme « l'agence pionnière dans le conseil en développement durable » (Enjeux - Les Echos, nov. 2001). Mais Utopies, qui a commencé en association, est aussi une structure militante qui aide les entreprises à mieux appréhender les enjeux du développement durable pour leur activité.**

Dans l'esprit d'Utopies, l'entreprise est une véritable force de changement social. Il semble désormais admis que l'entreprise, en plus d'être l'outil principal de création de valeur économique et financière, modèle les valeurs collectives, influence les politiques publiques : ses missions, ses produits ou services, la façon dont elle se comporte au quotidien avec ses employés, clients, fournisseurs et plus globalement avec la communauté, sont donc déterminants pour son nombre d'aspects de la vie locale et globale, qu'il s'agisse de l'environnement, des droits économiques et sociaux, des droits de l'Homme, de la paix et de la sécurité, du réchauffement climatique, de la santé des hommes, etc. L'entreprise se doit donc de réfléchir à la manière dont elle peut intégrer, à sa stratégie globale, ses impacts sociaux et environnementaux et ce, à tous les niveaux : dans sa mission, la conception et fabrication de ses produits, ses achats, sa communication, sa politique de ressources humaines, etc. Et c'est d'ailleurs dans son propre intérêt que l'entreprise doit s'engager sur le développement durable, car elle ne peut prospérer dans des environnements naturels et sociaux qui dépérissent. Utopies encourage notamment les

entreprises à mettre en place une politique de ressources humaines responsables garantissant l'épanouissement du salarié et, par là même, la bonne marche de l'entreprise. Des entreprises pionnières en la matière ont déjà lancé diverses initiatives qui peuvent en inspirer d'autres : un programme d'alphabetisation des équipes, des crèches et cliniques d'entreprises gratuites, chez Grupo M, sous-traitant textile et plus gros employeur privé en République Dominicaine; des accords d'entreprises entre salariés et employeurs chez les laboratoires pharmaceutiques Boiron; des programmes de bénévolat des salariés remplacent les sessions de « *team building* » chez Timberland, etc. Il s'agit en réalité de couvrir les besoins élémentaires des employés (notamment par une rémunération équitable, l'égalité des chances et la sécurité au travail), d'aider les personnes à développer leurs compétences, à s'ouvrir au monde, à prendre des responsabilités dans une atmosphère de confiance (par la formation, la responsabilisation, etc.), de multiplier les occasions de partage, d'échange et de dialogue, de faciliter la vie quotidienne des salariés, d'accumuler les détails révélateurs de l'intention et de l'attention portée aux personnes, de se doter d'une mission motivante et clairement exprimée donnant à chacun le sens de son travail. La prise en compte de ces principes nous paraît d'autant plus incontournable qu'elle répond indéniablement à un intérêt mutuel pour les salariés et les entreprises : les employés sont plus qualifiés et motivés, le *turnover* est réduit, le coût de recrutement est plus faible, la productivité est meilleure, les



L'Entreprise verte : le développement durable change l'entreprise pour changer le monde. Le livre d'Elisabeth Laville fait notamment le tour des pratiques responsables applicables à tous les niveaux de l'entreprise. Pour vous le procurer : [www.amazon.fr](http://www.amazon.fr), magasins Fnac et Virgin ou directement auprès des éditions Village Mondial. Tél. : 01 72 74 90 63.

produits et services sont de meilleure qualité, la résistance au changement est moindre et plus grande est la capacité d'innovation.

**Elisabeth Laville**



Pour en savoir plus sur les pratiques pionnières en matière de ressources humaines responsables, Utopies organise son prochain « *Better World Business Forum* » les 13 et 14 janvier 2004. Renseignements auprès de Marion Leprovost. E-mail : [leprovost@utopies.com](mailto:leprovost@utopies.com) Tél. : 01 40 29 84 24.

Vous pouvez télécharger sur le site Internet d'Utopies leur « *Walk our talk report* » montrant la manière dont ils appliquent eux-mêmes les principes du développement durable. [www.utopies.com](http://www.utopies.com)



# De la médecine du travail à la santé au travail

**Le GIT (Groupement des infirmier(e)s du travail) est une association professionnelle d'infirmier(e)s de santé au travail qui rassemble quelque 600 adhérents à ce jour. Fondée en 1987, cette association loi 1901 a pour objectif de promouvoir la profession, de mieux faire connaître et reconnaître le rôle spécifique de l'infirmier(e) de santé au travail, de favoriser les échanges entre professionnels, de former et informer les infirmier(e)s, et enfin de rompre l'isolement et créer une dynamique. Rencontre avec Corinne Martinelli, présidente du GIT.**

**La médecine du travail a fait place depuis peu à un concept plus global de santé au travail. Votre association est-elle satisfaite de cette évolution ?**

Le monde de la médecine du travail est en grande évolution depuis plusieurs années. En effet, nous ne parlons plus aujourd'hui de médecine du travail mais de santé au travail. Cette évolution permet notamment de prendre en considération le salarié dans sa globalité. Un nouveau terme est également apparu, celui de pluridisciplinarité. Différents pré-

venteuses, ergonomes, ingénieurs sécurité, membres du CHSCT, viennent travailler avec le médecin et l'infirmier(e) pour un même objectif, la promotion et le maintien de la santé des salariés. Notre association est tout à fait satisfaite de cette évolution. Nous pensons que le fait de regrouper différents professionnels, chacun expert dans son domaine, permet de garantir la sécurité de la personne qui travaille et d'éviter l'altération de son état de santé. Nous avons également un rôle important dans la veille

sanitaire et nous défendons et développons le rôle de sentinelle. L'infirmier(e) d'entreprise (ou le service médical) est souvent considérée comme le baromètre de la santé des travailleurs au sein de l'entreprise.

**Pourquoi est-ce important, aujourd'hui encore, pour une infirmière de santé au travail, d'adhérer au GIT ?**

Souvent seul, l'infirmier(e) ressent le besoin de partager ses connaissances, de parler des problèmes rencontrés, de confronter ses tech-

niques. Le GIT offre la possibilité de rencontres (1), de formations, d'information, de liaisons. Le groupement édite notamment une revue ainsi que des flashs infos tous les trimestres. Par ailleurs, le GIT a la lourde tâche de représenter les infirmier(e)s du travail au ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Grâce à cette présence, les besoins, les problématiques peuvent remonter au ministère. Comme vous pouvez le constater, les raisons d'adhérer au GIT sont multiples.

*Propos recueillis par  
Yan Fournet*

Tél. : 01 44 93 29 21.

[entreprise@arcat-sante.org](mailto:entreprise@arcat-sante.org)

(1) Les dernières rencontres organisées par le Groupement des infirmier(e)s du travail ont eu lieu à Clermont-Ferrand les 25 et 26 septembre derniers autour du thème : « santé mentale/santé au travail ».

## Arcat à l'affiche

**DIX ANS DE MODE  
SOLIDAIRE ENGAGÉE**

**10<sup>e</sup> braderie d'Arcat**

**Vendredi 31 octobre, samedi 1<sup>er</sup> novembre, dimanche 2 novembre 2003.**

Des milliers d'articles de grandes marques seront proposés à des prix exceptionnels (de - 30 à - 70 %), grâce à la mobilisation d'une centaine de donateurs issus du prêt-à-porter,

de la parfumerie ou de la décoration, parmi lesquels : Agnès b., Arthus-Bertrand, Barbara Bui, Dolce & Gabbana, Gianfranco Ferré, Gianni Versace, Jean-Charles de Castelbajac, Jean-Paul Gaultier, Paco Rabanne, etc.

**L'Espace Voltaire - 4, rue Camille-Desmoulins - 75011 Paris. M° Voltaire.**

Vendredi de 12h à 19h, samedi, de 11h à 18h, dimanche, de 12h à 18h. Droit d'entrée : 2 €. L'intégralité de la somme récoltée grâce aux achats sera reversée à Arcat pour soutenir ses actions envers les personnes atteintes par le VIH/sida et les pathologies associées (hépatites, tuberculose, etc.).

**Le secteur « Actions en entreprise » se décline sur Internet :**

**[www.arcat-sante.org](http://www.arcat-sante.org)**

Pour tout connaître sur nos actions en milieu professionnel, télécharger le *bip*, s'inscrire au prochain forum entreprise, visualiser nos supports, commander des affiches, des tapis de souris, des *post-it*, vous pouvez désormais vous connecter sur le site d'Arcat et cliquer sur « actions en entreprise ». Bon surf !

## Arcat organise

une formation sur :

**HEPATITE C :**  
approche médicale,  
prévention  
et counselling

**PUBLIC :** Le personnel du secteur sanitaire et social

**INTERVENANTS :** Médecin, psychologue, spécialiste du VHC

**DUREE :** Module de 3 jours

**LIEU :** Paris

**DATES :** 13 au 15 octobre 2003

3 au 5 novembre 2003

17 au 19 novembre 2003

1<sup>er</sup> au 3 décembre 2003

**FRAIS D'INSCRIPTION :** 30 €

**RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :**

Isabelle Chauvin - Tél. : 01 44 93 29 29

E-mail : [formation@arcat-sante.org](mailto:formation@arcat-sante.org)

Formation financée par la DRASSIF  
dans le cadre de son programme de lutte contre l'hépatite C.



Association de Recherche,  
de Communication et d'Action  
pour l'accès aux Traitements.

Arcat est une association Loi de 1901  
membre du Groupe SOS.



[www.arcat-sante.org](http://www.arcat-sante.org)